



HAL
open science

L'épreuve publique. Espace public et bandes de jeunes, conflits et régulations

Jérôme Boissonade

► **To cite this version:**

Jérôme Boissonade. L'épreuve publique. Espace public et bandes de jeunes, conflits et régulations. L. Muchielli. Les bandes de jeunes. Des "Blousons noirs" à nos jours, La Découverte, pp.245-261, 2007, Recherches. hal-00841550

HAL Id: hal-00841550

<https://hal.science/hal-00841550>

Submitted on 5 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les bandes ■ de jeunes

Des « blousons noirs »
à nos jours

Sous la direction de

MARWAN MOHAMMED
LAURENT MUCCHIELLI



La Découverte

L'épreuve publique. Espace public et bandes de jeunes, conflits et régulations

*Jérôme Boissonade*¹

« L'exclusion qui caractérise la société secrète a toujours un accent de liberté »
[Simmel 1991, p. 87].

Les « bandes de jeunes » ont toujours été traversées par trois dimensions : le partage de secrets qui attachent les jeunes les uns aux autres, une stigmatisation qui les renvoient perpétuellement à leur appartenance à la bande, et enfin la liberté que donne toute différenciation par rapport aux normes sociales dominantes. Ces trois dimensions (l'attachement, la stigmatisation et la différence) sont le lot commun de la plupart des bandes à des degrés divers. Cependant, ces dernières évoluent, une dimension prenant le pas sur les autres. Comment expliquer ces différences et ces évolutions ? Qu'est-ce qui donne le mouvement de ces bandes, au quotidien comme sur le long terme, dans le temps et dans l'espace ? Enfin, dans quelle mesure la nature des pratiques, des conflits et des régulations quotidiennes qui donnent la dynamique de ces regroupements, peut-elle nous permettre de mieux comprendre la violence qui les traversent et qui s'est exprimée lors des émeutes de novembre 2005 ? Nous allons tout d'abord interroger ces pratiques, puis les représentations qui portent sur ces regroupements, pour enfin montrer le rôle essentiel du travail de légitimation réalisé au quotidien par ces jeunes. Il s'agit nous semble-t-il d'une clé indispensable de compréhension de la dimension publique et politique, de ces rassemblements et de ces émeutes.

¹. Maître de conférences en sociologie, université du Littoral (ULCO) ; Institut des mers du Nord-IPRAUS.

PRATIQUES

« Les jeunes qui revendent à partir des porches guettent et abordent les personnes étrangères au quartier. [...] Ceux qui ne revendent pas, ne bougent pas et discutent. [...] Il y a un relais entre le trottoir et le hall qui doit être bien situé. Il faut qu'il y ait toujours quelqu'un dans le hall. [...] Les groupes de trafic sont constitués de gens venant de pas mal d'endroits mais chaque membre d'un groupe ne peut empiéter sur le territoire de vente de l'autre groupe. [...] Les revendeurs font pression pour limiter le nombre de points de trafic et ne pas diviser exagérément le marché. [...] Les groupes se font et se défont sauf pour ceux qui font des conneries. Car ceux-là sont devenus des copains plutôt par obligation, parce qu'ayant fait des conneries ensemble, plus on reste ensemble, moins il y a de risques de se faire attraper » (responsable équipe de prévention).

On est ici dans une présence au lieu forte, de la part d'un collectif lié par le secret, d'une microsociété, à la fois dépendante et qui se préserve du monde extérieur. Elle est dépendante parce que tributaire des réseaux qu'elle a su mettre en place et entretenir afin de pouvoir fonctionner. Elle se préserve d'un extérieur, considéré comme facteur d'incertitude. Cette présence au lieu forte, dépend donc d'abord de la nature des relations entretenues avec un environnement conçu comme épreuve et/ou opportunité.

Les bandes ne s'installent en effet pas n'importe où. Pour revendre, les jeunes doivent être à la fois discrets et visibles. L'endroit doit être repérable avant tout par la régularité de la présence. L'appropriation du lieu repose plus sur cette persévérance que sur une inscription spatiale affirmée en tant que telle. Ce qui compte, ce sont d'abord les relations quotidiennes, récurrentes et familières, qui mettent suffisamment en confiance pour savoir comment se comporter lors des différentes situations qu'ont à aborder ces regroupements. Pour faire face, les jeunes s'appuient moins sur l'inscription du collectif dans l'espace, que sur les relations qu'ils entretiennent avec ceux qui les côtoient. Ce sont les différences entre « eux » et « nous » qui s'expriment dans ces situations, et cette expression qui réalise cette appropriation de l'espace.

« On va prendre le contrôle. On va essayer de montrer à l'autre... Ouais, il est important parce que lorsque tu sens que tu domines le rapport de force, lorsque tu sens que vous êtes plus nombreux, etc., tu vas montrer que tu es là, que tu contrôles le truc. Et *vice versa* » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Cette persévérance et cette appropriation « expressive » ne conduisent-elles pas alors ces bandes, à devenir des groupes structurés autour d'un leader et d'un objectif unique ? On peut en effet repérer différents rôles au

sein des regroupements, mais cela veut-il dire que la distribution de ces rôles est toujours la même quelles que soient les situations ? Chacun n'a-t-il un rôle qu'au sein de la bande ?

« Bien sûr, on dit, il y a le noyau dur, le noyau dur, mais moi, je me retrouve avec tout le monde. Je peux traîner avec des gens de ma génération, comme des fois rester avec des petits, et ça ne me dérange pas, c'est ça qui est assez bizarre. Des fois, il y en a qui disent : « il a rien à faire etc. » J'arrive à rester avec des enfants qui ont huit ans de moins que moi et je rigole, délirer avec eux » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Tout en se côtoyant, les jeunes savent où se situer. Les différences sont claires pour ceux qui s'engagent dans une activité délinquante et ceux qui les accompagnent à travers leur consommation ou le recel. Mais de fait, la vie traverse la bande et il y a une vie en dehors d'elle. Il est courant de voir les uns et les autres exercer une activité délinquante régulière, tout en continuant à maintenir des relations avec des petits et des parents, ou à exercer un petit boulot de façon plus ou moins fréquente. Plus que de rôles structurés, il faudrait donc parler d'engagements, prenant en compte les relations qui se sont installées et les situations qui peuvent les remettre en cause par une maladresse ou un conflit.

« On va pas faire de cliché, mais t'as des mecs, ils font des études supérieures licence-maîtrise. À côté, ils font fumette (bon, ça te regarde, c'est ton problème). Il y en a qui font aussi du business. Tout se mélange. Études, un peu la dépravation, le business, les embrouilles. C'est bizarre » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Comme la plupart des regroupements de jeunes, les bandes sont à géométrie variable, mais sont surtout traversées par des situations qui impliquent d'autres publics (enfants, habitants, parents...). Chaque mouvement de la bande (déplacement, « plan »...) produit des situations, des expériences et des épreuves dans lesquelles il faut savoir s'engager :

« En 1993, on avait été en Espagne. On avait fait un super projet. On avait été à 9, cools, le noyau dur. [...] On y est allé en 1993, et là c'était neutre, c'était magnifique. [...] Et ça a commencé à partir en sucette. Il y a eu les premiers jours, Steve il était bourré. Il y avait les Espagnols et ça a fini en bagarre. En boîte, il y a eu pas mal de bagarres. C'est vrai que c'était des vacances, on a rigolé, mais c'était un peu du n'importe quoi » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Ces situations mettent en jeu différents réseaux filiaux, informels ou affinitaires. Cet engagement dans la bande est aussi un moyen qui permet de

se mettre au courant des informations, de prendre part aux actions, bref de capter des flux qui autrement passeraient à distance.

On voit donc que les pratiques d'attachement dépendent d'abord de la manière de lier les différentes situations à l'aide de la bande. De leur donner un sens.

CONTEXTE ET REPRÉSENTATIONS

« Nous, ça galérait beaucoup, mais tu avais l'impression que les gens croient que tous les jours, toute la journée j'étais là. Alors que non. J'allais en cours. Je rentrais. Je galérais un peu et puis après, je rentrais chez moi. J'avais des devoirs, des trucs comme ça. J'avais sport. Après, je revenais pour galérer. Et donc, en permanence, il y avait du monde » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

L'attachement des jeunes revendeurs à leur « lieu de travail », peut marquer certains de telle manière que toute sortie de la routine soit vécue comme une source de risque. Cependant, pour la plupart de ceux qui fréquentent les bandes ou les rassemblements, ces derniers sont pratiqués de manière centrifuge. On y vient pour aller ailleurs, parce qu'ils nous aident justement à affronter d'autres situations, accompagné de quelques-uns ou de la plupart des jeunes présents. Or, ces rassemblements sont habituellement considérés depuis l'extérieur, comme centripètes, attirant à eux et fixant les participants dans une anomie irréversible. Ce décalage entre pratiques centrifuges des jeunes et interprétation centripète de ceux qui les côtoient ou les observent, sont nous semble-t-il, une des causes majeures des tensions liées aux phénomènes de rassemblement.

Un tel décalage, témoigne de la surexposition dont font l'objet les rassemblements dans les espaces d'habitat social. Il souligne surtout, le contraste entre l'adéquation des espaces avec nos activités quotidiennes (un lieu pour chaque type de relation, du privé au public), et la faiblesse des cadres portant les rassemblements. Pour y remédier, les jeunes doivent recréer en situation les différents filtres nécessaires à toute vie sociale.

Cette nécessité de recréer dans la relation des filtrages qui sont habituellement pris en charge par l'espace est la deuxième cause de stigmatisation. La troisième provient du fait que les populations qui habitent dans les cités d'habitat social sont de plus en plus homogènes et ont donc un besoin grandissant de se différencier :

« On ne choisit pas ses voisins en HLM, le rapport locatif fonctionne d'emblée comme un rapport social. Les principes qui régissent ces mondes sociaux que sont les cités HLM, inscrit la présence des uns et des autres comme 'naturelle', compréhensible au regard de l'évolution des quartiers, et non comme un accident. C'est cette légitimité affirmée à être là, légitimi-

té pragmatiquement reconnue à défaut d'être politiquement assumée, c'est-à-dire construite et pensée comme telle par les institutions, qui rend problématique, parce que non régulée, le face-à-face entre groupes sociaux semblables sociologiquement, mais dont l'activité symbolique vise coûte que coûte à la différenciation » [Anselme 2000, p. 184].

Il est alors facile pour les gestionnaires (offices HLM, institutions, police...) de s'appuyer sur ce besoin de différenciation et sur la propension sociale à se considérer comme responsable de son environnement, pour stigmatiser ces bandes comme boucs émissaires.

Mettre en relief la singularité des bandes, revient en effet le plus souvent à les approcher par l'entrée « délinquance », déviance ou insécurité. Une telle approche comporte le risque évident de réifier et d'essentialiser les jeunes qui participent à ces regroupements. Très vite, les identités sont définies (ethniques et délinquantes) et les territoires cernés (la cité). La fluidité de la vie urbaine et des rôles sociaux est ramenée à un déterminisme qui est présupposé, tout en se voulant explicatif :

« Ce sont des lieux chauds pas seulement à cause du business ou des regroupements. Mais avec la formation de bandes, le moindre petit problème prend une autre dimension. La difficulté c'est que ce sont des jeunes qui généralement habitent là, qui ont peut-être vécu un certain moment ensemble, les familles peut-être se connaissent. Et il y a cette espèce d'appartenance à une communauté, qui n'est plus la communauté maghrébine, française, ceci, cela, mais la communauté de destin, de la cage d'escalier, de l'immeuble » [responsable de club de prévention, banlieue parisienne].

Entre « eux » (les bandes) et « nous » (éducateurs, institutions, chercheurs...), l'opposition serait totale. Les rapprochements entre les stratégies utilitaristes évoquées pour les uns et le souci du bien commun pour les autres seraient impossibles. La question est justement pour nous, d'arriver à se mettre à leur place.

Les considérations en termes d'exclusion nous aident peu parce qu'elles considèrent deux mondes « *in* » et « *out* », faisant par là deux impasses. D'une part, elles qualifient les populations d'abord en termes de manques, ce qui leur enlève toute légitimité autre que compassionnelle ou assistantielle. D'autre part, elles opposent deux mondes, alors qu'il y a une gradation, une pente sur laquelle chacun a le sentiment qu'il peut glisser. C'est ce contexte glissant et instable et non une bipolarisation entre inclus et exclus, qui donne la dynamique des relations de stigmatisation, parce que chacun se sent menacé par l'autre (pauvres – « classes moyennes » ; jeunes – adultes ; immigrés – Français...).

Les représentations en termes de ségrégation sont-elles alors plus pertinentes pour rendre compte du contexte dans lequel les bandes et les rassemblements évoluent ? Une telle approche considère en effet à la fois une dimension spatiale et des effets sociaux. Parler de ségrégation implique que ce cantonnement entre semblables, soit subi comme une violence. Les classes sociales supérieures sont les plus cloisonnées et ne se vivent pourtant pas comme ségréguées. Cette violence d'un enclavement imposé, explique pour une bonne part la tension qui marque les sociabilités quotidiennes dans ces quartiers. Cependant, il ne faudrait pas pécher par spatialisme, en imputant mécaniquement la violence d'un comportement social à celle d'un dispositif spatial. Une conception en terme de ségrégation insiste en effet sur les aires de résidence, les limites institutionnelles ou symboliques, mais elle minimise les mouvements qui traversent les rassemblements, essentiels pour comprendre les dynamiques qui les animent.

Si les représentations en terme d'exclusion et de ségrégation comportent des limites qui nous empêchent de comprendre le contexte et les dynamiques des rassemblements, faut-il alors laisser le soin aux jeunes participant à ces rassemblements de les définir par eux-mêmes ? Leur propre expérience peut en effet nous aider, dans la mesure où il n'y a de réalité que parce qu'elle est vécue à un moment ou à un autre par les acteurs :

« À un moment, ce qui est bizarre, c'est que tu avais des gens sans histoire. Pas dans le délire cité et tout, qui ont fait du business. Je te promets, c'était choquant. Des étudiants, qui étudiaient bien en plus, la fac... Et ils ont fait du business. Ils voulaient amasser de l'oseille et tout. Et je ne sais pas, dans leur tête, ils ont pas l'impression de faire quelque chose de mal. Et à côté de ça, c'est vrai que tu as des mecs, ils sont dans le délire cité, les flics, ils veulent même faire des carottes [arnaques]. Parce que les autres, les étudiants, ils ont quand même une certaine éthique dans leur business. Pas de carotte, pas de ceci cela. Mais les autres là, si je peux carotte le mec. Il vient, je prends en gros, je ne lui paye pas. Je le braque, un truc comme ça... Les autres, c'était plutôt ça. C'est vrai que c'est bizarre. Dans ce quartier, tu as pas un profil : untel, il est comme ça, donc il va faire ça. C'est ça qui est bizarre. Tu as des choses qui paraissent absurdes. Tu te dis, celui-là, il fait des études, donc il a plein de choses à faire. Et pourtant, il est dans le business » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

« Eux, c'est qu'ils sont nombreux et la grosse différence, c'est le business. C'est le business qui les a tués. Et moi, ça qui m'énerve, c'est que l'Esprit, au départ, c'est calme. Il y avait pas de flingues. Ils ont voulu imiter les autres quartiers. Ils ont voulu faire du business. Ils ont voulu rendre ce quartier chaud. Et là-bas, le business, il tourne énormément et ça crée des conflits internes. Ils se sont pourris progressivement » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

On est donc dans une conception dans laquelle la dynamique des rassemblements ne découle pas d'une domination pure et simple, mais se fait sous contrainte.

Premièrement, les rassemblements ne permettant pas de cadrer les situations comme le font le travail ou la famille, ceux qui y participent surdéterminent ces situations en instaurant un rapport de pouvoir ou de savoir à destination de leurs interlocuteurs (que ceux-ci soient d'autres participants ou des personnes qui vont croiser ces rassemblements) :

« Tu as des mecs de l'extérieur, ils l'ont dit. Il y en a un 'À l'Esprit, ce qui vous tue, ce qui vous mine, c'est qu'il y a des clans. Il y a beaucoup de jalousie'. À un moment, avec Éric on en rigolait entre nous et on ne l'a pas appelé par hasard, on l'a appelée 'La cité de la jalousie'. On lui a donné un nom à ce quartier. C'est ça qui est paradoxal. Dans les autres quartiers, il y aurait quand même des raisons. Tu sais, souvent le business et tout, ça engendre la jalousie, parce que l'autre il a une belle voiture, il a ceci. Et nous non. Ici, c'est de la jalousie gratuite » [jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Deuxièmement, toute construction identitaire doit intégrer certaines attentes normatives de la société (saluer ses voisins, respecter ses parents...), mais dans le même temps, elle lutte pour élargir ces normes, notamment à l'adolescence. Les jeunes luttent donc, en surdéterminant la situation par leur propre engagement, mais ils tentent plus profondément, de redéfinir ces situations quotidiennes qui sont marquées d'un côté par le processus social de stigmatisation et de l'autre par la naturalisation et l'ethnicisation des rapports sociaux, développée par la plupart des acteurs (bailleurs, élus, médias...).

Face à ce contexte conjuguant déni social et ethnicisation, les rassemblements de jeunes vont développer une régulation interactionnelle qui va prendre en charge les tensions et les conflits en distribuant leur résolution sur une multiplicité de scènes et d'acteurs.

DE LA RÉGULATION À LA LÉGITIMATION

La première scène sur laquelle se développe cette régulation interactionnelle est celle du rassemblement lui-même. Une chose attire en effet l'attention : comment, alors que les conditions objectives sont souvent défavorables, les participants à ces rassemblements arrivent-ils à « vivre ensemble » ? Malgré la violence intrinsèque du contexte socio-urbain, les situations de rassemblement dégénèrent finalement assez rarement parce que les jeunes gèrent en permanence le conflit potentiel, celui que peut provoquer un écart mal contrôlé, une dispute qui déborde ou un banal quiproquo.

Un rassemblement n'est pas une équipe dont les membres, l'activité et l'étendue sont cernés. Ceux qui y participent doivent travailler constamment à la survie de cette forme fragile qui se caractérise à la fois par des routines, des mouvements et des relations, des faiblesses et des compétences. Les efforts de chacun pour ne pas ébruiter un secret ou diffuser une information qui pourrait porter tort, ceux déployés pour justifier les actes ou les décisions des uns et des autres, témoignent de cette attention quotidienne. Si cette forme est préservée, c'est essentiellement parce qu'elle aide les jeunes qui y participent à affronter les différentes situations qu'ils peuvent rencontrer, notamment au cours de leurs déplacements. Le rassemblement comporte les cadres qui vont faciliter le passage d'une situation à une autre, de celle du quartier à celle du centre-ville [Bavoux, Foret 1990], de celle des confidences entre initiés à celle des sociabilités publiques.

En fait, le travail de recadrage porte toujours sur la limite qui discernerait un « nous » et un « eux ». Pour pouvoir se croiser, échanger ou agir avec d'autres, il faut bien rendre poreux ce qui relève de notre identité pour rendre accessible et se rendre accessible à l'autre. Du coup, les ajustements ou les conflits s'appuient et trouvent leur origine dans ce travail constant de reconfiguration du rapport aux autres, à l'aide des cadres portés par les rassemblements. Cette régulation respecte le caractère fragmentaire des pratiques, en exploitant le rassemblement comme outil d'individuation.

Au delà de ce souci de régulation endogène, le risque de discorde dû à la fragilité du rassemblement conduit les jeunes qui y participent à tenter de légitimer leur présence sur d'autres scènes afin que la situation de rassemblement perdure.

Ce travail de légitimation comporte au moins trois volets : il est à la fois pratique, verbal et élargi.

Légitimation pratique

La gestion permanente du conflit potentiel que nous avons déjà évoquée, est à l'origine du premier mode de légitimation pratique. Ce processus d'autorégulation conduit en effet les participants à anticiper et à scénariser leur présence. Cette scénarisation suppose et favorise une confiance de coordination. L'investissement spatial qui en découle, produit et maintient du sens, dans la mesure où il vise à assurer une certaine stabilité dans la forme des relations [Thevenot 2006]. Au quotidien, cette stabilisation de la forme des relations entre les acteurs, contribue à socialiser le rassemblement lui-même au sein de son environnement. Cette socialisation est perceptible, notamment lors de prises d'espace singulières qui peuvent intervenir à certaines occasions (jeux, rixes, incidents...). Ces

événements improvisés peuvent rassembler un nombre important de jeunes, sur des espaces conséquents. En s'engageant ainsi, ils mettent en œuvre une « virtuosité collective » [Boissonade 2001] qui montre non seulement leur capacité de mobilisation collective et d'adaptation aux lieux, mais aussi la solidarité implicite dont ils font preuve.

Cette solidarité mise en œuvre par les rassemblements est reconnue par les autres acteurs. Elle participe de leur légitimité à être là :

« Les garçons qui sont dans le quartier, la majorité, ils étaient à l'école, à la maternelle ou à la primaire avec eux. Il y en a qui te croisent, qui te disent bonjour, je ne sais pas qui c'est : 'Bonjour madame, ça va ?' [...] [Mon enfant :] 'Tu te rappelles pas de untel ? – Je ne me rappelle pas'. Eux, ils se connaissent. Ils n'ont pas perdu contact. Peut-être l'autre, il s'est retrouvé dans l'autre lycée, à l'opposé, mais, ils se connaissent tous encore » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Légitimation verbale

Le travail de légitimation verbale s'appuie essentiellement sur la construction d'une filiation. Cette filiation est revendiquée par une parenté, en s'appuyant sur une familiarité au long cours ou en créant frères et cousins pour l'occasion. Cette filiation est aussi spatiale. L'antériorité dans le temps, sur le long terme (ancienneté) et sur le court terme (arrivée sur les lieux le jour même), donne en effet une première légitimité dans l'espace, quitte à se l'inventer :

« Je pense que, enfin je parlerai pour lui, je pense que ce petit groupe de copains c'est aussi sa famille quelque part, une famille dans laquelle il ne vit pas de la même manière qu'avec nous, où il n'a pas les restrictions qu'il a avec nous, où il est complètement libre en fait parce que quand il se retrouve entre copains, c'est : 'on vote ou on vote pas, moi j'ai envie de faire ça, non on fait ceci...' Vous voyez ce que je veux dire. Je pense que pour lui c'est comme une famille parce que bon moi-même ses copains il y en a qui carrément en jouant m'appellent maman (rire), c'est mignon. [...] Ça m'arrive de m'arrêter je les vois dehors, ils me disent bonjour, je m'arrête on discute, on parle et puis bon ça arrive qu'ils me disent : 'Lui c'est un frère' et d'ailleurs ça me fait penser que mes filles, les dernières, elles voient les copains de leur frère qui lui sont vraiment proches comme des frères » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Enfin, cette légitimation peut avoir une dimension plus politique et morale, à travers l'affirmation d'une liberté de mouvement et de décision que permettrait le rassemblement et qu'interdirait le 'métro-boulot-dodo' :

Une femme de 40 ans environ, passe devant le rassemblement et vient embrasser un des jeunes qui lui demande ce qu'elle a fait pendant les vacances :

Elle : « Rien, je ne suis pas partie »

Le jeune : « Il fallait partir »

- « Je ne peux pas, je travaille depuis deux mois »

- « Ça fait rien, tu pars. »

Cette liberté provient en effet de la différence objective en termes de contrainte institutionnelle, qui est en général plus faible pour ces jeunes en situation précaire et sans travail stable. Cette liberté provient aussi de sociabilités qui sont beaucoup moins compartimentées au sein du rassemblement, que celles ayant cours sur la plupart des scènes quotidiennes (foyer, travail, espaces publics centraux...), dans lesquelles les situations sont beaucoup plus instituées. Mais surtout, cette liberté est reconnue dans les entretiens menés auprès d'habitants et de parents d'adolescents :

« En famille c'est quelque chose de basique, et qui peut peut-être, paraître banal pour eux. À l'extérieur ils trouvent quelque chose d'autre, de plus excitant, je ne sais pas, de plus entraînant et surtout je pense à cette liberté que de toute façon, il ne va pas avoir parce qu'il y a des barrages à la maison » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Légitimation élargie

Cette pratique de différenciation destinée à valoriser la place singulière du rassemblement dans la vie sociale du quartier, est amplifiée par un travail de légitimation élargi aux acteurs proches. Les différents frottements qu'éprouvent les rassemblements au quotidien, prennent en effet de l'ampleur lorsqu'il s'agit de bandes plus ou moins liées à des activités illicites. L'intensité de ces frottements met à l'épreuve les cadres endogènes et rend plus nécessaire la participation des proches (parents, voisins, amis...) à ce travail de régulation.

Or, nous avons souligné la double stigmatisation dont font l'objet les rassemblements. Elle provient d'un côté, des différents gestionnaires (légitimant leur domination par la différence radicale, essentielle, qu'auraient ces jeunes) et de l'autre, d'une partie des habitants dont la proximité sociale imposée pousse à la différenciation vis-à-vis de ces rassemblements.

Si ces jeunes ont pu arraisonner parents, connaissances et habitants, c'est qu'ils ont su développer des liens, agissant malgré un contexte et des

représentations stigmatisantes. La préservation du rassemblement implique en effet activement les réseaux de chacun (parents, amis...). Le plus souvent, cette sollicitation ne se fait pas de manière formelle, mais s'inscrit dans un cours d'action lors duquel les deux parties, les jeunes comme les parents ou amis sollicités, peuvent tirer parti de la situation :

« [Je peux parler] de tout, je peux les appeler, les solliciter, par exemple je vais dire : 'tu m'aides à monter le meuble ? – Oh là, attends je vais appeler un tel'. Ils arrivent et hop quand on est en train de monter le meuble, on discute, on parle, voilà quoi » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

D'une part, les jeunes transmettent dans ces discussions des informations (rumeurs, événements...), qui valident de fait, l'utilité du rassemblement. De l'autre, les interlocuteurs acquièrent à travers ces informations, une meilleure connaissance des activités du rassemblement et des dernières histoires du quartier, tout en se donnant la possibilité de donner son avis sur la question.

« Parfois, il va se débrouiller pour me convaincre que ce n'est pas des voyous et que s'il fait des choses avec eux, c'est qu'ils sont bien. [...] Quand je lui dis que je n'aime pas [ce copain], il me dit : 'Oui mais moi je l'aime, si tu ne l'apprécies pas, moi je l'apprécie.' Et moi je lui dis : 'Je ne vois pas ce que tu lui trouves.' Il répond : 'Moi je sais ce que je fais avec lui. Si lui, il vole dans les magasins, s'il s'amuse à faire ce genre de bêtises, ce qui m'intéresse chez lui ce n'est pas ça.' En fait c'est ça qu'il veut me faire comprendre, que quand il est avec quelqu'un que moi je n'apprécie pas forcément, lui il arrive à trouver chez cette personne des qualités, voilà, je crois que c'est ça parce que bon, mon fils il doit se dire maman elle est jeune (rire) et elle n'aime pas les jeunes parce que je dis souvent : 'je ne les comprends plus les jeunes.' Oui c'est vrai il y a des choses qui peuvent arriver et je dis : 'mais je ne comprends pas pourquoi il a réagi comme ça.' Et lui il le défend. Il est là à me donner des exemples : 'mais tu ne comprends pas... il lui est peut-être arrivé des choses dans sa vie, tu n'en sais rien' des choses qui arrivent à tout le monde. Donc, c'est vrai qu'il me fait comprendre que même si moi je n'apprécie pas la personne, que sous ce que je vois extérieurement, à l'intérieur de ce copain, de cette connaissance, lui il trouve plaisir à être avec lui parce qu'il lui trouve des qualités quelque part et que bon, au moment où il va aller voler, il ne sera pas avec lui » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Ce type de relation dans lequel ce sont les participants aux rassemblements qui connaissent les tenants et les aboutissants, renverse les représentations habituelles qui insistent sur l'absence de maîtrise des « groupes

désœuvrés » sur leur environnement, hormis par la force brute. Ce renversement des relations, légitime le rassemblement et prend plusieurs formes :

La première forme que nous venons de voir, relève d'un espace public de discussion :

« Je parle facilement de tout. Je parle même du Rap que je considère comme étant du bruit (rire). Ils essaient de me convaincre que le Rap c'est quand même de la musique : 'mais non il faut que tu écoutes' » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

La deuxième forme anticipe la demande de l'environnement, afin de donner à ceux qui côtoient le rassemblement, le type d'information qui lui sera utile :

« Les gens que l'on connaît à l'extérieur même si ce sont que des amis ou des voisins on s'inquiète de savoir comment ils vont, comment vont les enfants, est-ce que tout se passe bien. Je pense que c'est ça, parce qu'il va me dire : 'Ah oui, j'ai vu la maman d'un tel' et ma réponse est souvent : 'vous vous êtes vus, tu lui a dis bonjour ?' Ce qu'il fait c'est qu'il anticipe. Il me dit 'oui je lui ai dit bonjour, oui elle va bien, oui il n'y a pas de problèmes tout le monde va bien' » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

La troisième forme qui légitime l'existence du rassemblement, insiste sur sa capacité de maîtrise, en se donnant un rôle d'apaisement :

« La dernière fois, je me suis retrouvée à Saint-Denis, je cherchais pour stationner, j'ai trouvé une place. Alors, comme j'avais peur d'avoir un PV juste après, j'ai trouvé des jeunes et je leur dis :

'Est-ce que c'est payant par là, parce qu'il n'y a pas de...

Ne vous inquiétez pas madame, laissez votre voiture. Il n'y a pas de problème : on est là.

Non, mais je ne vois pas de machine.

Elle est dans le quartier, madame. Ne vous inquiétez pas madame. Allez-y, faites vos courses, madame. Vous en avez pour 2 heures, 3 heures, on est encore là'. » [...]

[Qu'est-ce qu'elle utilise comme argument votre fille, pour vous convaincre qu'il n'y a pas à s'inquiéter ?]

Qu'elle est capable. Qu'elle est capable de se défendre s'il y a quoi que ce soit. Mais bon, on reste toujours inquiète. Même si elle me rassure » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Dire être capable d'affronter les situations, c'est signifier que ces dernières ne sont pas plus anodines que ce qu'imaginent les parents, et indiquer dans le même temps sa légitimité à les affronter.

On le voit, le rassemblement joue un rôle de commutateur [Guillaume 1999] vis-à-vis des proches. Un rôle qui va vite devenir incontournable

pour ces derniers. Sur le fond, il s'exprime en terme de médiation. Cette dernière se déploie de plusieurs manières, plus ou moins complexes :

Médiatisation :

« Par exemple, sur le quartier, s'il s'est passé une chose que moi je n'ai pas su, elles, elles l'ont su par des copines. Des fois, elles montent et elles me disent : 'Maman, t'as pas su, tel ou tel ? Non, je ne suis pas au courant.' Alors, elle fait l'histoire, alors moi, après, je demande : 'C'est quoi les nouvelles ?' [...] Que je sois au courant de ce qui s'est passé, parce que bon, si tu rencontres la personne, au moins tu es au courant. Tu demandes comment elle va. [Et là, c'est quoi comme type de nouvelles, par exemple ?]. Des nouvelles comme ça qu'on me ramène : 't'as pas entendu maman, telle ou telle histoire ?' C'est des mauvaises nouvelles » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Intermédiation :

« Si je vais avec une maman, je vais lui dire mon inquiétude par rapport à mon fils : 'voilà, ça se passe comme ceci, je suis inquiète. Qu'est-ce que je fais ? Qu'est-ce que je lui dit ?' Je ne lui aurai pas forcément demandé de parler à mon fils, mais elle le fera » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Requête :

« Parfois, faisant partie des parents d'élèves, quand il a été question d'un problème de scolarité ou autre, on est intervenu. Parfois, c'était le mien qui me demandait d'intervenir pour un copain à lui, ou le parent qui nous le demande par l'intermédiaire de mon enfant : 'est-ce que tu peux pas demander à ta mère de... ?' » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Implication :

« À un moment donné mon fils lui-même est venu me dire : 'Oui, il y a un tel, ça fait deux jours qu'il n'est pas rentré chez lui, sa mère elle pleure, non mais ça le fait pas.' C'est lui qui dit : 'Oui mais tu te rends compte ? Tu as vu dans quel état est sa maman ?' Parce que la mère de ce copain a demandé à mon fils : 'demande à ta mère si elle l'a pas vu, qu'est-ce que je peux faire, est-ce que... bon' [Mais elle le fera parce qu'elle vous connaît ou elle le fera parce qu'il y a son propre fils qui est parmi ses copains ?]. Les deux, parce qu'elle me connaît et parce qu'il y a son fils qui est copain et elle sait que moi je ferais la même chose pour son fils » [parent de jeune fréquentant un rassemblement, banlieue parisienne].

Le but de la médiation est de rendre le rôle du rassemblement incontournable, légitime par sa capacité à collecter et diffuser les informations, un média au même titre que les gardiens d'immeuble ou les petits commerçants. En revanche, à la différence de ces derniers, l'engagement des acteurs (parents, amis...) est directement sollicité, si possible pour résoudre les questions en suspens. La légitimation est donc élargie, reprise à leur compte par les participants aux réseaux sollicités.

On voit que le travail de légitimation comporte au moins trois volets (pratique, verbal, élargi). Il met en jeu des dimensions politiques et morales (espace public, liberté, familiarité...), à travers plusieurs types de médiation (médiatisation, intermédiation, requête, implication...). Les modes de régulation ne se limitent donc pas à une autorégulation ou à celle dispensée par les forces de l'ordre, mais mettent en jeu de manière directe ou indirecte, toute une série d'acteurs qui peuvent condamner les actes répréhensibles de participants aux rassemblements, tout en contribuant d'une manière ou d'une autre à donner une place à ce dernier.

POLITIQUE PUBLIQUE

Pour conclure, nous voudrions revenir sur les émeutes de novembre 2005, en essayant de montrer en quoi la prise en compte de ce travail de légitimation peut permettre de mieux comprendre ces événements, et plus généralement donner un sens à la violence qui traverse les rassemblements.

Qu'a-t-on appris en effet de ces émeutes ? Le Préfet du département de la Seine-Saint-Denis indique dans une note au ministre de l'Intérieur² que « la situation de la délinquance dans ce département constitue le continuum des émeutes de novembre ».

Le lien entre ces événements exceptionnels et la vie quotidienne dans les quartiers d'habitat social mérite une interprétation moins réductrice et surtout plus féconde. Considérer le travail quotidien de légitimation peut nous permettre d'avancer une piste, qui interroge à la fois notre perception des « quartiers » et notre pratique de la démocratie.

Tous les observateurs soulignent la violence sourde dont font l'objet les jeunes habitant dans les « cités », une violence marquée notamment par des discriminations de toutes sortes. Cette perception des discriminations à l'embauche, à l'entrée des boîtes de nuit, pour accéder à un logement, ou tout simplement celles qu'encouragent des lois de plus en plus liberticides, exacerbe une demande de reconnaissance de la part de ces jeunes. Cette opposition entre l'ampleur des discriminations et la faiblesse de la reconnaissance peut expliquer en partie les émeutes de novembre 2005. Ces événements sont en effet le produit de toutes ces frustrations, mais ils an-

². *Le Monde* daté du 20 septembre 2006.

noncent surtout nous semble-t-il, l'émergence d'un nouveau mode du rapport au politique, moins basé sur une demande de reconnaissance, que sur l'imposition d'un espace public de confrontation.

Bien que cette dimension publique ne soit jamais revendiquée comme telle, plusieurs indices, révélateurs d'un espace public de confrontation émergent lors de ces émeutes et singularisent celles-ci des précédentes.

Premier indice : les réactions violentes se sont diffusées à grande échelle, dans le temps et dans l'espace. Le moteur de l'événement n'était plus seulement une réaction soudaine et émotive, face à l'injustice d'une discrimination à l'encontre d'un proche. Ce qui est ressorti, c'est au contraire la capacité de ces jeunes, à objectiver des troubles situés à distance, touchant des inconnus, pour ensuite, s'engager localement dans des affrontements.

Deuxième indice : si l'on se réfère aux interpellations qui ont eu lieu, les attroupements étaient homogènes socialement, mais composites ethniquement, plutôt jeunes et sans antécédent judiciaire. Ils ont joué au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, traversant les frontières que les approches en termes de ghetto et de territoire leur avaient assignées. À l'inverse du portrait du teneur de mur rouillant au bas des tours, les jeunes en question se sont révélés être des acteurs capables de s'organiser, tout en étant divers et mobiles.

Troisième indice : les entretiens réalisés auprès des personnes habitant ces quartiers montrent à la fois une condamnation des actes et une compréhension des raisons qui ont motivé ces jeunes à réagir. Cette protestation par procuration confirme la solidarité tacite qui lie les différentes générations, au delà des difficultés personnelles que peut éprouver un nombre non négligeable de parents avec ses enfants.

On ne peut interpréter les raisons de cette dimension publique supérieure aux émeutes précédentes qu'en s'intéressant à la vie ordinaire de ces jeunes, à la fragilité de leurs rassemblements quotidiens et à la recherche de légitimité qu'ils déploient pour y faire face.

Ces rassemblements auxquels ils prennent part tout au long de l'année, sont pour eux à la fois précaires et essentiels. Ce n'est pas l'appartement, mais ce lieu de rencontre quotidien qui est le foyer de leurs sociabilités. On vient là pour aller plus loin. Mais les rassemblements sont à la fois surexposés au regard des autres et menacés par les discordes internes. Pour tenter d'échapper au stigmat, les jeunes réalisent donc un véritable travail de légitimation auprès de ceux qui les côtoient. Ce travail répond nous l'avons vu, à une attente réciproque. D'un côté les jeunes vantent les valeurs spécifiques aux rassemblements, comme la liberté de mouvement et de décision. De l'autre, les familles, amis et connaissances, souhaitent se tenir au courant de la vie du quartier. Ils sont alors enrôlés dans des pratiques de médiation, afin de régler conflits, fugues, difficultés scolaires. Au

fur et à mesure que les services publics et les petits commerces ont perdu leurs attaches locales, quand ils n'ont pas tout simplement disparu, les rassemblements ont progressivement renforcé leur dimension publique.

Dans le même temps, ils ont dû affronter les réactions d'une partie de la population, le mépris grandissant des forces de police, ainsi que les inégalités liées à la sélection scolaire ou à l'accès au travail qui leur interdisent tout rôle social valorisé. Derrière l'étiquette « politique de la ville », ce sont les différents niveaux de l'institution qui ont énoncé seuls ou presque, ce qui doit être reconnu ou ignoré. Ce qu'expriment les émeutes de novembre, c'est nous semble-t-il, le refus d'être soumis à cette reconnaissance institutionnelle discrétionnaire.

Que ce soit lors de ces émeutes ou au quotidien par les rassemblements, nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit donc pour ces jeunes d'imposer un espace public de confrontation. En réponse aux différents types d'inégalités et de violence qui les traversent, ils tentent de légitimer dans le rassemblement quotidien, une scène publique qui soit capable de travailler les situations ordinaires, y compris de manière conflictuelle. Réduire conflits et violences à de la délinquance suscite une réponse sécuritaire. Percevoir la dimension publique de ces conflits appelle une réponse politique. La prise en compte de ce travail de légitimation publique, mis à l'épreuve quotidiennement, peut nous permettre de comprendre la portée politique de la violence qui traverse les rassemblements et qui s'exprime dans les émeutes de novembre. Comprendre pourquoi ces dernières ne sont pas seulement l'expression ultime d'une demande de reconnaissance, mais aussi et surtout l'imposition, nouvelle à cette échelle, d'un espace public de confrontation qui associe épreuve ordinaire et débat public. N'est-ce pas là, le signe d'une lucidité politique dont il faut prendre la mesure ?

BIBLIOGRAPHIE

ANSELME M. (2000), « Le lien sécuritaire: mettre en ordre le désordre quotidien », *Du bruit à la parole; la scène politique des cités*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aygues.

BAVOUX P., FORET C. (1990), *En passant par le centre*, Éditions Trajectoires Plan Urbain Cerfise, Paris.

BOISSONADE J. (2001), « Agrégations juvéniles et dynamiques du proche », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 90, p. 173-181.

ELIAS N. (1991 [1939]), *La civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, Paris.

ESTERLE-HEDIBEL M. (1997), *La bande, le risque et l'accident*, L'Harmattan, Paris.

GUILLAUME M. (1999), *L'empire des réseaux*, Descartes et Compagnie, Paris.

SIMMEL G. (1991), *Secret et sociétés secrètes*, Circé, Paris.

THÉVENOT L. (2006), *L'action au pluriel ; sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, Paris.